

Chine : capitalisme bureaucratique, bureaucratie capitaliste...

dimanche 11 août 2013, par [CEZARD Yann](#) (Date de rédaction antérieure : 1er juillet 2013).

Sommaire

- [Un nouveau Rêve chinois ?](#)
- [L'Etat chinois : problème ou](#)
- [Capitalisme bureaucratique](#)

Un spectre hante depuis longtemps l'occident : « Quand la Chine s'éveillera, le monde tremblera. » Elle s'est « réveillée ». Elle est à nouveau une grande puissance mondiale, et ce nouvel « atelier du monde » est en train de le changer profondément, en chamboulant les rapports de forces entre puissances, en faisant accéder plus d'un milliard d'êtres humains à une vie nouvelle, mais aussi en amplifiant, dans le monde entier, la concurrence commerciale au détriment des salaires, la montée du prix des ressources naturelles, la crise écologique. Son avenir est maintenant une question mondiale.

Ce dossier ne s'interroge pas sur les angoisses de l'homme blanc face au péril jaune, genre tristement à la mode aujourd'hui, mais sur ce que peut espérer le peuple chinois. Un développement durable ou une catastrophe économique et écologique ? La démocratie ou une dictature prolongée du parti « communiste » chinois ?

Un nouveau Rêve chinois ?

La « cinquième génération de dirigeants » qui vient d'accéder au pouvoir à Pékin a sa réponse. Le discours officiel ne nie pas vraiment les contradictions, tant internes qu'externes, de la croissance actuelle.

Tirée par des exportations et des investissements massifs, elle repose sur les bas salaires, la précarité et la discipline de caserne imposés à la classe ouvrière, et une destruction terrifiante des équilibres écologiques et des ressources naturelles. Jusqu'à quand ? Les grands marchés de la planète n'absorberont pas indéfiniment toujours plus de marchandises chinoises, la faiblesse des salaires limite l'augmentation de la demande intérieure et un développement économique plus en profondeur, l'industrie chinoise doit importer des matières premières toujours plus chères. Et l'exploitation de la classe ouvrière finira par trouver une limite : la résistance ouvrière elle-même.

L'histoire ne va jamais en ligne droite. Il serait absurde de partir de la trajectoire économique chinoise des trente dernières années pour la projeter indéfiniment dans l'avenir. Les dirigeants chinois, qui connaissent un peu de « dialectique » et beaucoup d'histoire du capitalisme, le savent. Du point de vue non de la justice sociale ou de la dignité humaine, mais du profit capitaliste lui-même, la croissance chinoise, sur ses bases actuelles, n'est pas soutenable.

Le gouvernement de Pékin promet donc un « nouveau modèle de croissance ». Après la « construction socialiste » sous Mao, « l'économie socialiste de marché » sous Deng Xiaoping et ses

successeurs Jang Zemin et Hu Jintao, viendrait « la société harmonieuse ». Une société de consommation de masse, où la croissance économique serait tirée par la demande intérieure, l'économie moins gourmande en ressources naturelles, les inégalités atténuées. Le tout... sous la tutelle éclairée du parti communiste chinois.

Car le Parti se présente bien sûr lui-même comme la nouvelle incarnation de l'ancienne bureaucratie mandarinale qui fit la grandeur historique de l'Empire du Milieu, comme le représentant du peuple tout entier, au-dessus des classes sociales, libérant les forces du marché tout en les dominant.

Sauf que l'histoire ne chemine pas ainsi. Si le capitalisme a développé dans certains pays, à un moment de sa longue histoire, et pas forcément pour toujours, une consommation de masse accompagnée de libertés politiques et de droits sociaux, ce ne fut pas le résultat de la vision géniale de ses élites, mais de la lutte de classe, et à travers des épisodes historiques tragiques.

L'Etat chinois : problème ou solution ?

Certes, pour les entreprises chinoises, l'Etat national chinois, legs de la révolution maoïste, est un atout majeur. Il étouffe encore avec succès les luttes de la classe ouvrière et des paysans. Il tient la dragée haute aux grandes puissances et aux multinationales. Il manœuvre pour l'accès aux matières premières. Il négocie l'accès à son marché intérieur contre des transferts de technologie et des contreparties commerciales. Maître de ses frontières, y compris financières, il peut d'une certaine façon réguler l'activité économique, privilégier le développement de tel secteur, décider des investissements massifs ciblés.

Sauf que l'Etat chinois n'est pas ce « despote éclairé » qu'il prétend être. Quelle est la nature du capitalisme chinois, et de l'Etat qui le corne si puissamment ? Dans son livre *China's Rise, Strength and Fragility*, Au Loong Yu le qualifie de « capitalisme bureaucratique ». Ce n'est pas un « capitalisme d'Etat », où l'Etat aurait marginalisé la bourgeoisie privée et le marché pour assumer lui-même les fonctions d'accumulation du capital. Ni un simple « capitalisme autoritaire ».

Dans le cadre d'un capitalisme « sauvage », une bourgeoisie, propriétaire privée de ses entreprises, coexiste avec une bureaucratie elle-même partie intégrante de la bourgeoisie. Et qui en est même la tête et le cœur.

D'abord, les plus grandes entreprises chinoises sont publiques (qu'elles appartiennent à l'Etat, ou qu'elles soient contrôlées par des provinces, des municipalités, etc.), à commencer par tout le système bancaire, tour de contrôle de l'économie. Mais là n'est pas l'essentiel. Si la classe des propriétaires privés de moyens de production est de plus en plus nombreuse, si la part du secteur privé dans la production globale est de plus en plus importante (selon l'OCDE, la part du secteur privé dans la valeur ajoutée industrielle est passée de 29 % en 1998 à 71 % en 2005), la bureaucratie chinoise elle-même s'est profondément embourgeoisée.

Le contrôle d'un ministère ou d'une municipalité permet à un clan de s'approprier des pots-de-vin, de détourner des fonds, et aussi de diriger directement des affaires privées. Un régiment « possédera » des usines ; une municipalité commandera les équipements des pompiers à une entreprise possédée... par l'équipe municipale, ou expropriera des paysans pour récupérer des terres et les vendre avec commission à des industriels ; l'argent sera recyclé dans la spéculation immobilière par les familles des responsables locaux. Lors des privatisations massives des années 1990, une grande partie des actifs des entreprises vendues à bas prix se retrouvèrent dans les mains des managers « communistes » de celles-ci, qui se lancèrent ainsi « dans l'océan des affaires ».

Tous les étages de l'appareil d'Etat sont concernés. Pendant ses dix années de pouvoir, la famille de l'ancien premier ministre Wen Jiabao a accumulé une fortune de 2,7 milliards de dollars. Et Li Peng, le bourreau de la place Tien An Men, premier ministre en 1989 ? Sa fille Li Xiaolin est à la tête de China Power International, une des cinq plus grandes entreprises publiques qui se partagent le marché chinois de l'électricité. Quant à Hu Haifeng, fils de l'ancien président Hu Jintao, sa société de scanners de sécurité a le monopole de l'équipement des aéroports chinois... et des aéroports d'Afrique visités par son papa.

Capitalisme bureaucratique, bureaucratie capitaliste...

Ce capitalisme où la distinction du privé et du public est trouble n'est pas à la marge du système. Il en est l'essence. Le gouvernement central le couvre, l'arbitre, le régule, quitte à faire exécuter quelques fusibles ou perdants des luttes de faction dans de grand-messes anti-corruption.

Dans un livre récent, *Chine, Le Nouveau capitalisme d'Etat*, Marie-Claire Bergère décrit la bourgeoisie chinoise comme « *un monde disparate d'entrepreneurs. Evoluant soit dans le secteur privé soit dans le secteur public, soit le plus souvent à mi-chemin entre l'un et l'autre, ceux-ci maîtrisent les stratégies du marché mais demeurent soumis à l'influence des autorités. Le pouvoir les ménage ou les réprime, en élimine certains et favorise la fusion des autres avec les élites administratives et politiques. L'objectif est d'éviter leur transformation en groupe social autonome, éventuellement en force d'opposition. La présence parmi ces entrepreneurs d'une minorité privilégiée d'enfants ou de parents de hauts dirigeants met en lumière la corruption et le favoritisme qui érodent le fonctionnement d'un capitalisme d'Etat souvent dégradé en capitalisme de connivence (crony capitalism). Les entrepreneurs les plus importants - bureaucrates hommes d'affaires chargés des grandes entreprises publiques - sont étroitement intégrés au régime* ».

En fait, on ne peut pas considérer, l'une en face de l'autre, une bourgeoisie et une bureaucratie d'Etat. Ces deux groupes sont profondément intriqués. Comment croire alors que le développement d'une bourgeoisie chinoise indépendante pourrait favoriser la fin de la dictature (fadaise libérale) ? Ou, à l'inverse, que la direction éclairée du PCC pourrait humaniser et rationaliser le capitalisme chinois (fadaise antilibérale) ?

Comment ces classes exploiteuses pourraient-elles renoncer d'elles-mêmes à ce modèle de croissance qui leur a si bien réussi ? L'encasernement des travailleurs ? La destruction de la nature ? La spéculation immobilière ? Comment le gouvernement central ferait-il renoncer sa propre base sociale aux sources de son enrichissement effréné ? La croissance chinoise, malgré tous les discours officiels, continue donc de foncer à tombeau ouvert. Manifestation déjà vue ailleurs de ces déséquilibres, la bulle du crédit ne cesse de gonfler. Depuis le début de la crise mondiale en 2007, le crédit est passé de 9 000 à 23 000 milliards de dollars. Le ratio total de dette (privée et publique) du pays a crû, selon Fitch, de 75 à 200 % du PIB, une partie correspondant à des crédits accordés par des institutions financières parallèles. Au point de faire craindre une explosion du système bancaire chinois.

Si percée de la démocratie il y a, et remise en cause de ce capitalisme terrifiant, cela viendra du mouvement ouvrier, dont le développement poserait forcément, pour toute la Chine, le problème des libertés, du pouvoir politique, du développement social. C'est pourquoi ce dossier [1] insiste tant sur son éveil, ses difficultés, ses espoirs.

Yann Cézard

P.-S.

* Publié dans : Revue Tout est à nous ! 45 (juillet 2013). <http://www.npa2009.org/>

Notes

[1] Paru dans la Revue Tout est à nous. Les différents articles composant ce dossier (intitulé « La renaissance du mouvement ouvrier chinois ? ») sont mis en ligne sur ESSF.